ANNEXE A

SITUATION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. THOMAS LUBANGA DYILO

Observations écrites présentées en application de la règle 103 du Règlement de procédure et de preuve par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés

I. INTRODUCTION

1. Radhika Coomaraswamy, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés (« la Représentante spéciale ») soumet le présent mémoire d'*amicus curiae* en exécution de la Décision invitant la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés à présenter des observations, rendue le 18 février 2008 par la Chambre de première instance I de la Cour pénale internationale (« la CPI » ou « la Cour »), laquelle autorisait la Représentante spéciale à présenter des observations écrites sur « a) la définition de "conscription ou enrôlement" d'enfants, et, compte tenu de la vulnérabilité potentielle de l'enfant, sur la manière dont il convient d'appréhender toute distinction entre les deux termes (c'est-à-dire conscription et enrôlement) ; et sur b) l'interprétation de l'expression "les faire participer activement à des hostilités", principalement par rapport au rôle des filles dans les forces armées¹ ». Cette décision faisait suite à la requête de la Représentante spéciale aux fins d'autorisation de présenter des observations écrites dans le cadre de la règle 103 du Règlement de procédure et de preuve, sous la forme d'un mémoire d'*amicus curiae*, contenue dans le document déposé par le Greffe le 4 janvier 2008².

2. Le mandat confié à la Représentante spéciale est défini dans la résolution 51/77 de l'Assemblée générale du 12 décembre 1996, où il lui est demandé de faire prendre davantage conscience de la dramatique condition des enfants touchés par les conflits armés et de collaborer étroitement avec les organes internationaux compétents pour veiller à la protection des enfants dans des situations de conflit armé. Plusieurs résolutions de l'Assemblée générale ont prorogé ce mandat. Dans trois d'entre elle, les résolutions 54/149, 57/190 et 60/231, l'Assemblée générale reconnaît que la Cour

¹ *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, ICC-01/04-01/06-1175-tFRA, Décision invitant à la présentation d'observations par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, par. 11 (Chambre de première instance, 18 février 2008).

² *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, ICC-01/04-01/06-1105-Conf, *Submission by the Registrar of Correspondence Received Within the Context of Rule 103 of the Rules of Procedure and Evidence* (Chambre de première instance I, 4 janvier 2008).

pénale internationale contribue à mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs des crimes les plus graves commis contre des enfants. Par conséquent, le mandat de la Représentante spéciale non seulement l'autorise, mais l'oblige, à assister la Cour en qualité d'*amicus curiae* dans des affaires telle que celle de Thomas Lubanga, en raison de la nature des charges portées contre lui, aussi bien en qualité de représentante indépendante des enfants affectés par un conflit armé qu'en faisant bénéficier la Cour des connaissances spécialisées pertinentes acquises dans l'exercice de son mandat.

3. Dans le cadre des charges portées contre Thomas Lubanga, la Représentante spéciale présente dans ce mémoire d'*amicus curiae* ses observations sur les questions suivantes : a) la définition de « conscription ou enrôlement » d'enfants, et, compte tenu de la vulnérabilité potentielle des enfants, sur la manière dont il convient d'appréhender toute distinction entre les deux termes (c'est-à-dire conscription et enrôlement) et b) l'interprétation de l'expression « les faire participer activement à des hostilités », principalement par rapport au rôle des filles dans les forces armées.

II. DÉFINITION DE « CONSCRIPTION OU ENRÔLEMENT »

4. Les crimes de guerre définis par le Statut de Rome concernent uniquement la conscription et l'enrôlement d'enfants âgés de moins de 15 ans. La conscription et l'enrôlement constituent deux formes de recrutement. Selon des commentaires rédigés à l'issue de la Conférence de Rome, ces termes peuvent être définis par leur « [TRADUCTION] signification ordinaire : la conscription désigne l'incorporation obligatoire dans les forces armées. L'enrôlement [...] désigne l'intégration habituellement volontaire au sein des forces armées par une inscription sur le "rôle" d'un organe militaire ou par un engagement indiquant une appartenance ou une incorporation aux forces armées³. »

³ *Commentary on the Rome Statute of the International Criminal Court*, Otto Triffterer (dir. pub.), 1999. À cet égard, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés établit une distinction entre les acteurs étatiques et les acteurs non étatiques et, plus particulièrement, énonce les obligations des groupes armés non étatiques. Comité des droits de l'enfant, Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, Document officiel de l'ONU A/54/RES/263 (25 mai 2000) (« le Protocole facultatif »).

A. Il est fort probable que des enfants âgés de moins de 15 ans soient conscrits ou enrôlés lors du recrutement de mineurs dans un conflit moderne

5. Afin de protéger le plus possible les enfants touchés par un conflit, la Cour doit reconnaître que l'enrôlement, le recrutement et l'utilisation d'enfants âgés de moins de 15 ans est la conséquence très prévisible d'un objectif ou d'un plan visant à recruter des mineurs, bien qu'il ne s'agisse pas nécessairement d'enfants de moins de 15 ans.
6. La Représentante spéciale estime que, vu la nature de certains conflits contemporains, le risque ou la probabilité que des enfants de moins de 15 ans soient conscrits ou enrôlés au sein des forces armées nationales est forcément élevé. Dans un contexte où tout est permis, les enfants sont extrêmement vulnérables aux recrutements militaires et risquent d'être l'objet de manipulations ou d'incitations trompeuses à rejoindre des groupes armés.
7. Le risque de conscription ou d'enrôlement d'enfants âgés de moins de 15 ans n'est jamais modéré. Parmi les circonstances susceptibles d'accroître encore ce risque dans les zones de conflit armé figurent l'impunité des auteurs, la nécessité d'augmenter les effectifs et la vulnérabilité d'enfants qui sont souvent orphelins, déplacés, sans famille, qui ne bénéficient d'aucune protection de la communauté et qui luttent pour leur survie.

B. La conscription et l'enrôlement sont des formes de recrutement

8. Dans sa Décision sur la confirmation des charges, la Chambre préliminaire a établi une distinction simple entre les termes, définissant l'un comme le « recrutement forcé » (la conscription) et l'autre comme un « recrutement volontaire » (l'enrôlement)⁴. La Chambre de première instance II du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone (TSSL) a fourni des éclaircissements supplémentaires dans le jugement rendu en juin 2007 contre les accusés du Conseil révolutionnaire des forces armées pour avoir recruté des enfants soldats : « [TRADUCTION] par "conscription", la Chambre de première instance entend des actes de coercition, tels que des enlèvements et le recrutement forcé, commis par un groupe armé à l'encontre d'enfants, en vue de les faire participer activement aux hostilités. L'"enrôlement" signifie que des individus qui se portent

⁴ *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, ICC-01/04-01/06-803, Décision sur la confirmation des charges, par. 246 (Chambre préliminaire I, 29 janvier 2007).

volontaires sont acceptés et enregistrés sur le rôle d'une force ou d'un groupe armé⁵. »

9. La définition retenue par la Chambre de première instance du TSSL montre que cette dernière reconnaît la nature différente de la guerre moderne. « [TRADUCTION] Alors qu'auparavant les guerres se déroulaient entre des États reconnus, les conflits armés contemporains font habituellement intervenir des factions armées susceptibles de ne pas être associées à un État ou de ne pas agir pour le compte de ce dernier. Afin de mener à bien les efforts de protection contre les crimes liés aux enfants soldats, il convient à juste titre de ne pas considérer que la "conscription" relève des seuls États et de leur gouvernement légitime, puisque le droit international humanitaire ne repose pas sur des postulats formalistes⁶ ». De même, la définition de l'enrôlement retenue par la Chambre de première instance est plus étendue que la définition traditionnelle qui suppose l'existence d'une liste de nouvelles recrues ; elle recouvre également le cas d'enfants enrôlés par des moyens plus informels.

10. Le consentement de l'enfant n'est un moyen de défense valide pour aucun des trois crimes de guerre liés au recrutement d'enfants soldats⁷. L'âge est le seul critère permettant de départager le recrutement légal et le recrutement illégal, en application du Statut de Rome et des Éléments des crimes, et non un quelconque agissement de l'enfant⁸. Aucun acte ou déclaration « volontaire » ni aucun autre signe de consentement (ou geste interprété comme tel) donné par des enfants n'ayant pas atteint l'âge légal de recrutement n'est pertinent sur le plan juridique. Les travaux menés sur le terrain par notre bureau montrent que le consentement de l'enfant n'est pas pertinent s'agissant de l'un quelconque des trois crimes de guerre liés au recrutement d'enfants soldats. Abou était un enfant soldat démobilisé en Sierra Leone. Lorsqu'il est retourné chez lui, il a eu des rapports difficiles avec ses parents et il a été rejeté par la communauté. Il a ensuite disparu pour réapparaître comme enfant soldat en Côte d'Ivoire. La seule chose qu'il sait faire, c'est être soldat. Bien qu'il ait « volontairement » rejoint les rebelles ivoiriens, faire de ce consentement

⁵ *Prosecutor v. Brima, Kamara, Kanu (AFRC Accused)*, affaire n° SCSL-2004-16-T, par. 734 et 735 (20 juin 2007).

⁶ *Ibid.*, par. 734.

⁷ Décision sur la confirmation des charges, *supra*, note 4, par. 247.

⁸ Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés, 5,7 (février 2007) disponible sur www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Paris_Conference_Principes_Francais_31_Janvier.pdf (« les Principes de Paris »).

un moyen de défense reviendrait à nier tout le raisonnement qui soustend cette interdiction.

11. On ne peut invoquer un intérêt supérieur de la défense de l'enfant. Le recrutement est fondamentalement contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant. Cette interprétation est inscrite dans le Statut de Rome qui interdit absolument la conscription, l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats.

C. La Cour doit aborder la distinction entre conscription et enrôlement au cas par cas

12. Les crimes de conscription et d'enrôlement couvrent de manière générale le cas d'enfants recrutés dans les forces armées. Pour déterminer quelle qualification s'applique, il conviendra d'examiner au cas par cas comment l'enfant est devenu soldat.
13. Le recrutement d'un enfant soldat par des groupes armés peut souvent combiner des éléments de contrainte et un aspect volontaire, ce qui rend difficile la qualification du crime lié au recrutement⁹. À l'issue d'une visite en RDC, la Représentante spéciale a déclaré : « Le recrutement et l'enrôlement d'enfants en RDC n'implique pas toujours un enlèvement et l'utilisation brutale de la force. Il faut le replacer dans le contexte de pauvreté, de rivalité ethnique et de motivation idéologique. Un grand nombre d'enfants, surtout des orphelins, rejoignent des groupes armés pour survivre et se nourrir. D'autres le font pour défendre leur groupe

⁹ Cette tâche est très complexe, selon la décision rendue par le TSSL en août 2007 dans l'affaire des forces de la défense civile, dans laquelle la Chambre de première instance avance l'idée que les actes d'enrôlement peuvent être volontaires ou forcés : « [TRADUCTION] Tant dans le langage de tous les jours que dans le commentaire cité ci-dessus, il apparaît clairement que l'enrôlement volontaire n'est qu'une forme d'enrôlement. Par conséquent, la Chambre estime que le terme "enrôlement" peut recouvrir tant l'enrôlement *volontaire* que l'enrôlement *forcé* dans des forces ou des groupes armés, l'enrôlement forcé constituant ainsi une forme aggravée du crime. La Chambre pense cependant que la distinction entre les deux catégories est quelque peu artificielle. Pour elle, on peut douter du bien-fondé de considérer que des enfants de moins de 15 ans se sont volontairement enrôlés dans les forces armées, surtout dans des situations de conflit où les violations des droits de l'homme sont légion. Néanmoins, aux fins de l'acte d'accusation, dans lequel il est seulement question d'"enrôlement", l'accusé est informé qu'un enrôlement tant volontaire que forcé lui est reproché ». *Prosecutor v. Fafana & Kondewa* (CDF Accused), affaire n° SCSL-04-14-T, par. 192 (2 août 2007). Bien que la Représentante spéciale soit d'accord avec l'argument avancé par la Chambre de première instance du TSSL - et, en particulier, qu'elle estime judicieuse la déclaration selon laquelle les catégories sont artificielles - l'analyse de plusieurs types d'enrôlement est, en l'espèce, superflue puisque l'acte d'accusation concernant Thomas Lubanga retient contre lui, outre la conscription, l'enrôlement.

ethnique ou leur tribu, et d'autres encore le font parce que les chefs de milice armée sont les seuls modèles qu'ils connaissent et souhaitent imiter. Ils y sont parfois encouragés par des parents et des anciens, et sont vus comme les défenseurs de leur famille et de leur communauté ».

14. Dans la plupart des cas de recrutement d'enfants, même les actes les plus « volontaires » traduisent une tentative désespérée de survivre pour des enfants qui n'ont guère le choix. Les enfants qui rejoignent « volontairement » des groupes armés sont, pour la plupart, issus de familles décimées et ont perdu, pendant le conflit armé, une partie ou la totalité de la protection que leur offrait leur famille ou leur communauté. Nombreuses sont les recrues « volontaires » qui perdent très vite leurs illusions, mais qui ne peuvent pas partir de crainte d'être tuées. De nombreux enfants qui tentent de fuir sont exécutés à titre d'exemple pour les autres. Par conséquent, il est non seulement dépourvu de pertinence sur le plan juridique, mais également superficiel sur le plan pratique, d'établir une ligne de démarcation entre recrutement volontaire et recrutement forcé s'agissant d'enfants en temps de conflit armé. En RDC, la coercition exercée sur les enfants par divers éléments est tellement omniprésente, et les enfants deviennent liés aux forces armées de tellement de manières informelles, que les signes prouvant un caractère volontaire seront souvent bien moins importants que ceux qui prouvent l'existence d'une contrainte. La Représentante spéciale a rencontré Laurent, issu d'une tribu tutsie. Ses parents estimaient qu'il avait le devoir de rejoindre un chef de milice tutsi, même s'il n'était encore qu'un enfant, et ils l'ont convaincu qu'il faisait la bonne chose : il allait protéger la tribu.
15. À cet égard, il convient de relever que le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, qui a été ratifié par la RDC le 14 février 2004, interdit le recrutement sans établir de distinction. L'article 4 dispose ce qui suit : « Les groupes armés [...] ne devraient en aucune circonstance enrôler [...] des personnes âgées de moins de 18 ans [non souligné dans l'original]¹⁰ ». L'expression « en aucune circonstance » traduit l'opinion générale selon laquelle l'interdiction ne dépend nullement de la question de savoir si le recrutement est survenu dans le cadre d'une conscription (forcée) ou d'un enrôlement (volontaire). La Représentante spéciale prie la Cour de garder cela à l'esprit lorsqu'elle analyse les faits pour les placer dans une catégorie de recrutement ou l'autre et, en dernier lieu, lorsqu'elle fixe une peine à la mesure de ces crimes.

¹⁰ Protocole facultatif, *supra*, note 3, art. 4.

16. Pour décider au cas par cas quel type de recrutement est applicable, il est nécessaire de recueillir des preuves relatives aux actes exigés de l'enfant, aux circonstances de son intégration et au contexte dans lequel il a été séparé de sa famille et de sa communauté. En RDC, la Représentante spéciale a rencontré Mary, qui était sur le chemin de l'école lorsqu'elle a été interpellée par un groupe d'hommes armés et contrainte de les accompagner jusqu'à leur camp. Au début, elle a effectué des tâches domestiques et subi des violences sexuelles, mais elle a très vite appris à se servir d'un fusil et elle s'est ensuite jointe aux autres lors d'attaques contre des villages. Quelles qu'aient été ses premières activités, il est clair qu'elle a fini par être conscrite.

III. L'INTERPRÉTATION DE L'EXPRESSION « LES FAIRE PARTICIPER ACTIVEMENT À DES HOSTILITÉS »

17. Le crime qui consiste à « faire participer » des enfants aux hostilités crée une vaste catégorie de responsabilité pénale. Il interdit d'accepter que des enfants participent à un conflit¹¹. La participation visée revêt des formes diverses et variées et elle inclut des tâches et des rôles qui incombent habituellement aux filles.

A. Le critère de « participation active » recouvre les cas d'enfants tant combattants que non combattants, et la Cour devrait donner une interprétation large à ce critère.

18. La même attention a été donnée à la participation d'enfants combattants et non combattants¹². L'expression « participer activement » utilisée dans le Statut de Rome a un sens plus large que l'expression « participe[r] [...] directement aux hostilités » utilisée en droit international humanitaire¹³. C'est l'interprétation qu'a retenue la Chambre préliminaire dans sa Décision sur la confirmation des charges et les Nations Unies pour sa politique en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) : « [TRADUCTION] Aucune distinction ne peut être établie entre combattants et non-combattants lorsqu'il s'agit de déterminer les critères d'admissibilité [aux programmes DDR], étant donné que ces

¹¹ *Commentary on the Rome Statute of the International Criminal Court*, Otto Triffterer (dir. pub.), 1999, *supra*, note 3.

¹² La définition des termes « combattant » et « non-combattant » retenue ici est celle des quatre Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels. Voir, par exemple, la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949, 6 U.S.T. 3516, 75 U.N.T.S. 287.

¹³ Voir la Décision sur la confirmation des charges, *supra*, note 4, par. 261.

rôles sont flous dans les forces et groupes armés, où les enfants, et en particulier les filles, exercent de nombreuses fonctions d'appui au combat et ainsi que des fonctions sans rapport avec les combats, mais essentielles au fonctionnement de la force ou du groupe armé¹⁴ ».

19. Dans sa Décision sur la confirmation des charges, la Chambre préliminaire a délimité le critère de participation active en excluant toute activité « manifestement sans lien avec les hostilités¹⁵ ». La Chambre a évoqué la livraison de denrées alimentaires et l'emploi de personnel domestique dans les quartiers réservés aux officiers mariés comme activités sans lien avec les hostilités, contrairement à l'emploi d'enfants pour garder des objectifs militaires ou protéger l'intégrité physique d'individus¹⁶. Les exemples utilisés par la Chambre préliminaire rappellent la note de bas de page souvent citée du projet du Statut de Rome de Zutphen (« le Texte de Zutphen ») : « Les mots "utilisation" et "participation" sont employés de manière à couvrir à la fois la participation directe au combat et la participation active à des activités en rapport avec le combat, telles que la reconnaissance, l'espionnage, le sabotage, ainsi que l'utilisation d'enfants comme leurres, comme messagers ou aux postes de contrôle militaires. Ne sont pas visées les activités manifestement sans rapport avec les hostilités comme la livraison de denrées alimentaires à une base aérienne ou l'emploi de personnel domestique dans les quartiers réservés aux officiers mariés. En revanche, l'emploi d'enfants comme porteurs pour approvisionner le front ou à toutes autres activités sur le front même est couvert par cette terminologie¹⁷ ».
20. Le Texte de Zutphen et la Décision sur la confirmation des charges visent à établir une règle claire permettant de déterminer quelles activités répondent au critère de participation active. La Représentante spéciale estime que cette démarche est erronée et menace d'exclure de la définition du crime que constitue leur utilisation un grand nombre d'enfants soldats, et notamment de filles soldats.

¹⁴ OPERATIONAL GUIDE TO THE INTEGRATED DISARMAMENT, DEMOBILIZATION AND REINTEGRATION STANDARDS, par. 5.30, 218 (1^{er} août 2006), disponible sur http://www.unddr.org/iddrs/iddrs_guide.php (en anglais) (« le Guide opérationnel »).

¹⁵ Décision sur la confirmation des charges, *supra*, note 4, par. 262.

¹⁶ *Ibid.*, par. 263.

¹⁷ Rapport de la réunion intersessions tenue du 19 au 30 janvier 1998 à Zutphen, Pays-Bas, Comité préparatoire pour la création d'une Cour criminelle internationale, article 20[E], p. 23, n° 12, document officiel de l'ONU A/AC.249/1998/L.13 (1998).

21. Il convient de procéder à un examen au cas par cas de la participation active. Dans chaque cas, la Cour doit se poser la question de savoir si la participation de l'enfant a servi une fonction d'appui essentielle pour la force ou le groupe armé durant le conflit¹⁸. Ce critère est issu des normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration promulguées par les Nations Unies concernant la possibilité pour les femmes et les filles de bénéficier d'une assistance à la réintégration. À l'instar du Statut de Rome et du Texte de Zutphen, il s'écarte délibérément d'une définition rigide des enfants soldats selon laquelle il ne s'agit que de combattants armés et reconnaît tous les enfants « qui participent à des groupes et des forces armées et y sont associés » comme victimes de ces crimes. Il correspond également à la définition retenue par la Chambre de première instance du TSSL dans sa décision de juin 2007 dans l'affaire AFRC : « [TRADUCTION] Le fait d'utiliser des enfants pour les faire "participer activement aux hostilités" recouvre l'acte de mettre directement leur vie en danger lors des combats... [t]oute tâche ou tout soutien permettant de mener à bien des opérations lors d'un conflit ou qui y contribue constitue une participation active¹⁹ ».
22. Une approche au cas par cas est particulièrement pertinente et elle devient cruciale dans le cadre d'un conflit moderne où la nature de la guerre varie d'un groupe à l'autre, et les enfants utilisés dans les hostilités jouent des rôles divers et changeants. Les filles soldats que la Représentante spéciale a rencontrées dans l'est de la RDC ont indiqué qu'elles étaient tour à tour combattantes, « épouse » ou « esclave sexuelle », aide domestique et cuisinière. Les enfants sont contraints de jouer plusieurs rôles ; on leur demande de tuer et de défendre, de porter des lourds fardeaux, d'espionner des villages et de transmettre des messages. On leur demande d'effectuer plusieurs autres tâches et leur utilisation diffère de groupe à groupe. Eva est une fillette que la Représentante spéciale a rencontrée en RDC. Elle n'avait que 12 ans lorsqu'elle a été enlevée sur le chemin de l'école. Au début, Eva a été forcée de rester nue et a subi des violences sexuelles. Elle a travaillé dans le camp : elle préparait les repas, faisait le nettoyage et était utilisée comme esclave sexuelle. Elle était souvent emmenée lors d'attaques armées contre des villages pour transporter le butin.

¹⁸ Voir INTEGRATED DISARMAMENT, DEMOBILIZATION AND REINTEGRATION STANDARDS, par. 5.20,527 (1^{er} août 2006), disponibles sur <http://www.unddr.org/iddrs/> (en anglais).

¹⁹ *Prosecutor v. Brima, Kamara, Kanu (AFRC Accused)*, affaire n° SCSL-2004-16-T, par. 736 et 737 (20 juin 2007).

23. Les enfants qui occupent des fonctions d'appui essentielles pour des forces et des groupes armés pendant des hostilités peuvent, entre autres, exercer les fonctions suivantes : cuisiniers, porteurs, infirmières, espions, messagers, administrateurs, traducteurs, opérateurs radio, assistants médicaux, responsables de l'information du public, responsables de camp de jeunes et esclaves sexuels (filles et garçons)²⁰.

B. La Cour doit rejeter toute interprétation du critère de participation active qui excluerait les filles

24. L'exclusion des filles de la définition d'enfant soldat s'écarterait de façon inacceptable du consensus international bien établi. La définition d'enfant soldat retenue dans les Principes du Cap reconnaît que ce terme « englobe les filles recrutées à des fins sexuelles et pour des mariages forcés²¹ ». La Représentante spéciale relève que les instruments régionaux africains relatifs aux droits de l'homme reconnaissent également, conformément aux Principes du Cap, que les filles sont couvertes par la définition d'enfant soldat. À cet égard, il convient de noter que le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique, promulgué par l'Union africaine, dispose que « [l]es États prennent toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun enfant, surtout les filles de moins de 18 ans, [...] ne soit enrôlé dans l'armée²² ». Les récents Principes de Paris, en réexaminant les Principes du Cap adoptés il y a près de dix ans, ont réitéré que tous les enfants utilisés à des fins sexuelles étaient considérés comme des enfants soldats²³.
25. La Cour devrait délibérément inclure tout acte sexuel commis, en particulier à l'égard des filles, dans le crime qui consiste à faire participer des enfants. La Représentante spéciale souligne que, en temps de guerre, les violences sexuelles font partie de l'utilisation des enfants soldats, et en particulier des filles. À cet égard, elle renvoie à la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, adoptée par l'Union africaine, dans laquelle il a été convenu de « 3) [l]ancer, dans un délai d'un an, une campagne d'interdiction systématique du recrutement des enfants soldats et de l'exploitation des petites filles en tant qu'épouses

²⁰ Voir le Guide opérationnel, *supra*, note 14, par. 47, 194,214 (citant les Principes du Cap).

²¹ Principes du Cap et meilleures pratiques (30 avril 1997), disponible sur <http://www.unicef.org/french/path/Documents/Session%202%20Droit%20International%20de%20Droits%20Humains/Manuel%20du%20participant/2.2%20Principes%20du%20cap.doc>.

²² Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique, article 11 (11 juillet 2003) disponible sur http://www.achpr.org/francais/_info/women_fr.html.

²³ Principes de Paris, *supra*, note 8, p. 7.

et esclaves sexuelles²⁴ ». L'Union africaine a ainsi réitéré son mépris pour tous les actes sexuels illégaux dont sont victimes les filles soldats.

26. La Représentante spéciale explique que les filles combattantes sont souvent invisibles : « [TRADUCTION] Étant donné qu'elles sont également des épouses et des aides domestiques, elles s'esquivent ou elles ne participent pas aux programmes de DDR. Les commandants préfèrent "garder leurs femmes" qui sont souvent les mères de leurs enfants, et même si les filles combattent, elles ne sont pas relâchées avec les autres. Leur statut complexe les rend particulièrement vulnérables. Elles sont recrutées comme enfants soldats et esclaves sexuelles, mais elles deviennent invisibles lorsqu'il s'agit de les recenser ». Comme le montre ce qui précède, la situation que connaissent réellement les enfants dans les conflits en RDC appelle une interprétation plus libérale.

Fait le 17 mars 2008

/signé/

Radhika Coomaraswamy

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés

²⁴ Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (Addis-Abeba, 6-8 juillet 2004), disponible sur <http://www.chr.up.ac.za/about/2007/AfricaSolemnDec04.pdf>.